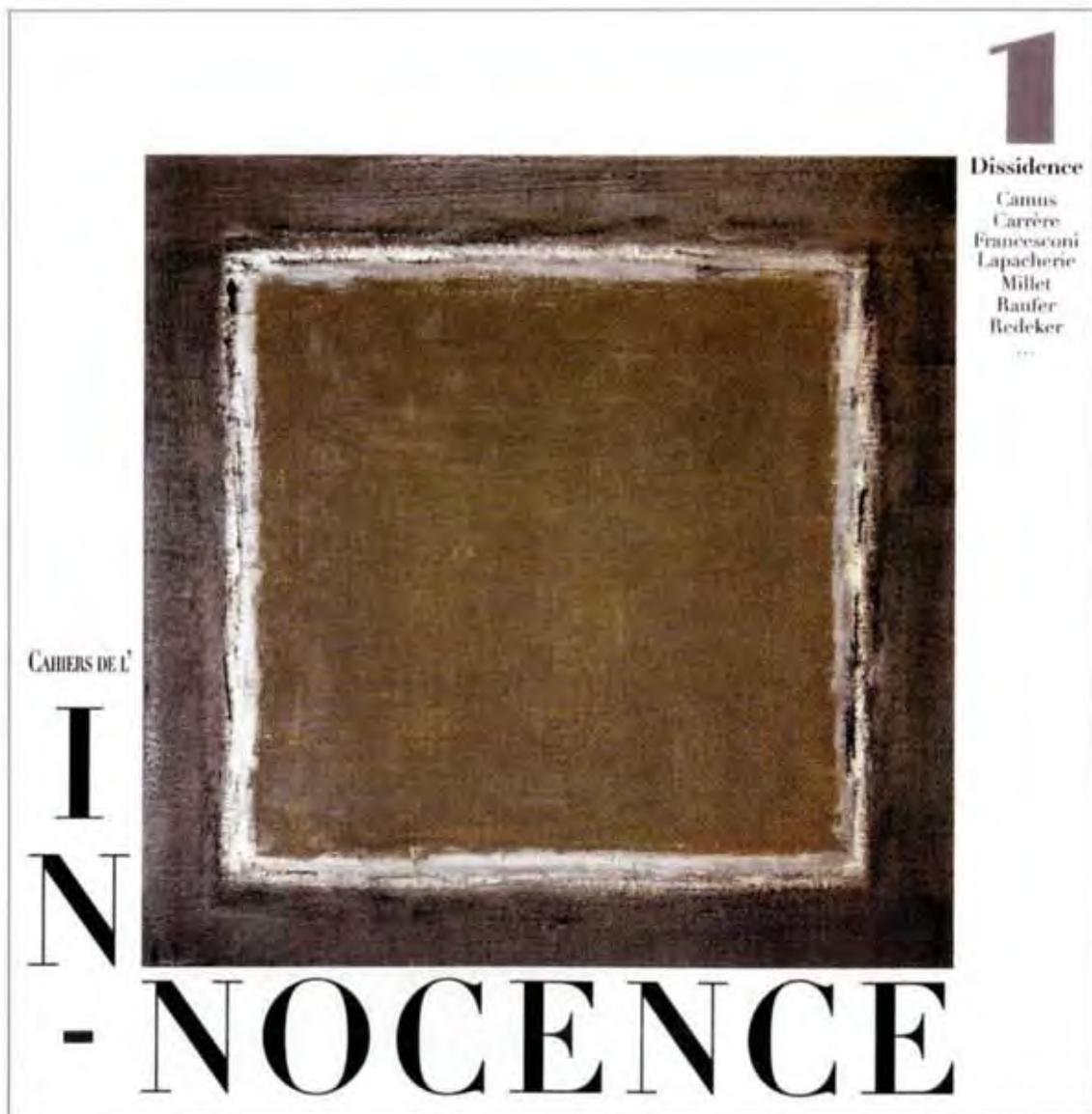


Entretien publié dans le N°1 de la  
très belle revue « *L'In-nocence* »,  
janvier 2012 - Xavier Raufer

[www.in-nocence.org](http://www.in-nocence.org)



**PARIER SUR L'EFFICACITÉ D'UNE  
OPPOSITION CONSTRUCTIVE :  
XAVIER RAUFER**

*Marcel Meyer et Michel Gandilhon*

**X**AVIER RAUFER n'est pas un dissident. Criminologue réputé, enseignant en France et en Chine, conseiller de diverses instances nationales et internationales, directeur de collection et auteur de nombreux ouvrages, dont le dernier, *Quelles guerres après Oussama ben Laden ?*, vient de paraître chez Plon, il est souvent présent sur les plateaux de télévision. Parce qu'il défend de façon coriace des idées et un savoir criminologique fort différents de la bonne pensée répandue par la presse et les sociologues organiques, il est en butte depuis des années à l'hostilité rageuse de ceux-ci, mais pense qu'ils ont perdu la bataille.

\*

## Entretien

*Dans le domaine de la criminologie, il existe un système d'explication, une doxa face à laquelle vous représentez en France, presque à vous seul, l'opposition.*

Bien des gens s'intéressent tout de même encore à la réalité des choses. Moi, je ne me laisse pas faire, mais très nombreux sont ceux qui constatent, en silence, qu'un certain nombre d'éléments du discours dominant n'ont tout simplement rien à voir avec la réalité, une réalité dont les producteurs de ce discours se moquent éperdument. Ainsi, vous n'entendez parler du Brésil dans la grande presse que sur le mode de l'extase. En réalité, le Brésil est une catastrophe en gestation. Il s'y passe des choses dont le centième, en France, ferait hurler à la mort nos journalistes "bobos" ; quand, dans un commissariat français, une "racaille" (terme que je me permets d'utiliser à la suite de Marx) prend une claque, c'est tout de suite les "heures les plus sombres de notre histoire", alors que l'idole de la gauche bien-pensante, Lula, a fait tirer à la mitrailleuse lourde sur la population des favelas de Rio quand il s'est agi de les reprendre aux gangsters qui les contrôlaient depuis trente ans, sans s'attirer autre chose que des compliments. Donc : indifférence la plus totale pour la vérité, présentation sur le mode de l'extase, du moment qu'elles se passent au Brésil, de choses contre lesquelles on affecte de mener, ici, un combat à mort. On parle du Brésil aujourd'hui comme les communistes et leurs "compagnons de route" parlaient jadis de l'Union soviétique, dans les mêmes termes et avec le même mépris pour la réalité.

*Et quelle est cette réalité ?*

La réalité est que le Brésil est encore un pays atroce. Il y règne une inégalité énorme, l'une des trois plus fortes du monde ; chaque jour, des travailleurs sociaux et défenseurs de paysans sans terre sont assassinés par les milices armées des grands propriétaires ; le pays est en tête dans le monde pour le nombre d'homicides par arme à feu et l'élucidation des crimes y est voisine de zéro ; la toxicomanie y est tragique, ils vivent en ce moment une déferlante de consommation de *crack* ; le nombre de personnes endettées de plus de trois mille dollars — une grosse somme là-bas — a augmenté de 250 % en trois ans. Ce pays est une bulle en train d'enfler. L'image qu'on en donne dans nombre de grands médias frise l'escroquerie. Toute cette histoire semble en partie reposer sur la notion des "puissances émergentes du B.R.I.C." (Brésil, Russie, Inde, Chine, et maintenant Afrique du Sud) créée par Goldman-Sachs à titre de miroir aux alouettes et complaisamment reprise par les médias. Quand il y a des gens qui vivent comme ça, en dehors de la réalité, dans une sorte d'extase idéologique, ça ne peut pas bien finir.

*Cette extase idéologique est provoquée par l'exemplarité du Brésil en termes...*

...de métissage ! On peut du reste souligner la contradiction qu'il y a à s'enthousiasmer à la fois pour la diversité et pour le métissage qui en est la suppression.

*Sans compter que le métissage suppose des races qui sont censées ne pas exister.*

En prime ! Mais quand on s'étonne de telles contradictions, on ne vous répond jamais. C'est une espèce de char qui avance en écrasant tout sur son

passage, procède par affirmations péremptoires et ne tient nul compte des démentis infligés par le réel.

Derrière tout cela, on perçoit l'esprit de Davos, l'action de grandes banques prédatrices, l'expression la plus financiarisée du capitalisme casino de Wall Street, qui consiste, avec le soutien de certains dirigeants politiques, à émietter et morceler tout ce qu'ils trouvent devant eux de manière à effacer les frontières.

Cela donne des sociétés de plus en plus hétérogènes. Or, si vous posez aux gens la simple question : "faites-vous confiance à vos voisins ?", vous obtenez près de 70 % de réponses positives dans les pays scandinaves et 3 % au Brésil. Il existe une corrélation très bien établie entre l'hétérogénéité des sociétés et la violence qui y règne : l'hétérogénéité est gravement criminogène, c'est un fait. Dans les sociétés homogènes, la criminalité existe aussi mais elle est plutôt de type mafieux, c'est-à-dire peu gênante pour les populations. Les mafieux ne se tuent en général qu'entre eux et, pour le commun des mortels, font au contraire régner l'ordre. La criminalité insupportable au quotidien, le fait qu'envoyer sa fille à l'école vous fait trembler de peur, qu'on n'est pas sûr de retrouver le lendemain sa voiture péniblement achetée, ça, c'est la criminalité de sociétés hétérogènes, voilà la réalité que cache trop souvent le discours sur la diversité et le métissage. Et, bien entendu, c'est sur les gens les plus modestes qu'elle pèse avant tout, cette criminalité. Voilà pourquoi nous devons cibler ces fari-boles idéologiques à la mode pour en dénoncer la nocivité.

*Mais tout ça est au fond assez bien connu ?*

Bien sûr, comme était bien connue la réalité de l'Union soviétique. L'information était disponible, publique, mais on l'a éludée jusqu'à la fin.

Et c'est pire encore aujourd'hui, car la société dite "de l'information" possède une singulière efficacité pour aveugler les gens.

*Vous avez parlé de la responsabilité, dans la diffusion et le règne de ces mensonges, de l'oligarchie financière, mais qu'en est-il de ces foules de gens plus modestes, les classes moyennes, les instituteurs et professeurs, les intellectuels ? Ce ne sont pas des ploutocrates !*

J'observe qu'il y a comme un front commun, une alliance informelle qui va de Parisot à Besancenot. Mais ce qu'il y a derrière, c'est ce que j'ai baptisé la D.G.S.I. : la Davos-Goldman-Sachs Idéologie, celle de la mondialisation à tout prix. Les uns veulent que les capitaux circulent librement, les autres que les hommes circulent librement, mais en fait ils veulent la même chose. Et ce qu'il advient suite à ces beaux discours se fait à l'avantage exclusif de la ploutocratie. C'est pourquoi M. Soros finance tout ce qui abrutit les populations, offrant un million de dollars pour la campagne en faveur de la légalisation de la drogue en Californie.

*Il y a donc ici un recyclage de la vieille culture de l'excuse de gauche.*

Journalistes-bobos et Diafoirus sociologues n'essaient même plus d'étayer, de démontrer leurs affirmations. Ici, les choses deviennent vraies à force d'être mille fois répétées. Exemple : un jour, on a vu arriver le mot *diversité* dans la sphère médiatico-politique — vous avez vu qu'à présent les favorites ou épouses des politiciens sont toutes journalistes, les Pompadour du XXI<sup>e</sup> siècle proviennent toutes des médias — ; cette *diversité* (sauf en matière de maîtresses...), nul n'a jamais entrepris de l'expliquer ni de la définir. On nous en a juste bombardés de manière obsessionnelle, caricaturalement, comme en

Union soviétique : il y a même désormais en France un *commissaire* à la diversité — une sorte de Trotski du gloubiboulga mélangiste. Désormais, la diversité est ainsi mise à toutes les sauces et élevée au rang de devoir théologal.

*Ledit commissaire a du reste déclaré un jour que si l'on n'organisait pas la promotion de la diversité, ce serait la guerre civile.*

Exactement. Et pour s'imposer, cette construction a besoin d'un appareil de police de la pensée, d'où le pouvoir exorbitant donné aux associations antiracistes-monochromes. Or ce dogme parfaitement indéfini est devenu un devoir sans que jamais ne soient évoquées les conséquences négatives de l'hétérogénéité sociale qu'il recouvre, notamment en matière de criminalité, ou encore de générosité, car nombre d'études ont montré que plus une société est homogène, plus ses membres sont généreux en matière de dons et d'approbation de la solidarité sociale.

*Tout cela n'ébranle pas la vieille certitude héritée du XIX<sup>e</sup> siècle selon laquelle la criminalité serait liée à la pauvreté et à l'exclusion.*

Je ne sais pas s'il y a encore un rapport entre ce que les gens pensent réellement et ce qu'ils affirment publiquement. Chacun sait que M. Strauss-Kahn tenait en privé des propos de droite ou que M. Séguin, qui avait atterri au R.P.R., n'en était pas moins un homme de gauche. Il n'y a donc plus vraiment de convictions et l'on se range à ce qu'il convient de penser, parce que c'est *sympa*. Dire "ben voilà, ils sont pauvres, c'est pour ça", la culture de l'excuse, c'est ça : un truc *sympa*. Et en plus, ça offre une solution : enrichissez-les et ils cesseront de commettre des crimes. C'est évidemment absurde. S'il y a un rapport entre le crime et le chômage, il est l'exact inverse : on observe que lorsque la société

s'enrichit et que règne le plein emploi la criminalité explose, comme dans les années vingt ou soixante, et qu'elle tend à stagner voire à reculer nettement pendant les périodes de crise économique, comme aux États-Unis pendant la grande crise des années trente. Et c'est à nouveau le cas aujourd'hui, où la vraie pauvreté se développe : aux États-Unis, le nombre de familles extrêmement pauvres, vivant avec moins de onze mille dollars par an, ne survivant que grâce à des bons alimentaires, a doublé en un an. Or en même temps, dans les mêmes États-Unis, la criminalité constatée s'effondre. On est à présent revenu aux indices criminels de 1964. Cela est prouvé mais n'affecte en rien la manière de voir des idéologues.

*Exactement comme l'on sait qu'en France, les régions les plus pauvres, comme le Cantal, la Creuse, la Lozère ou encore les Ardennes ont les taux de criminalité les plus bas.*

Ces départements sont plus pauvres que la Seine-Saint-Denis, et cela selon les évaluations faites par les administrations, c'est-à-dire sans prise en compte, pour la Seine-Saint-Denis, du super-bonus que représente l'économie souterraine. Or le seul trafic de drogues représente en France plusieurs milliards d'euros ; autant dire que la différence de niveau de pauvreté entre la Lozère et le 9-3 est en réalité bien plus importante que ce que laisse entendre la statistique officielle.

*Comment expliquez-vous la force de la culture de l'excuse en France ?*

On ne peut dire qu'elle soit forte. Certains ânonnent les mêmes choses depuis trente ans exactement comme les médecins de Molière et leurs diagnostics absurdes. On observe quand même des évolutions très nettes : les socialistes

sont en train de sortir de ces fables. Reste une partie du marigot médiatique et des gens enfermés dans leur bastion universitaire, mais la vraie vie est ailleurs, et qui est dupe ? Comment voulez-vous affirmer sérieusement que des bandits organisés et armés de kalachnikovs pour piller des banques font ça parce qu'ils souffrent d'un manque d'estime de soi ou que leurs pères ont dû faire la queue à un guichet pour toucher les indemnités du chômage ? Ces gens sont des Diafoirus de la sociologie dont il faut critiquer les affirmations fausses — mais pas plus. Il n'y a pas lieu de polémiquer avec eux. Quant à nous, nous préconisons non pas une politique de répression féroce comme le disent (sans nous lire) lesdits Diafoirus, mais des mesures permettant de voir venir les crises le plus tôt possible — donc d'y faire face immédiatement. Vous verrez que les nouvelles politiques mises en œuvre en matière de sécurité s'en inspirent. Il ne faut pas laisser s'installer des zones de non-droit, après c'est trop tard et pratiquement irréversible ; il faut intervenir très tôt quand on détecte le démarrage d'une carrière criminelle car, une fois que quelqu'un y est installé, on ne sait plus quoi faire pour l'en sortir : la réinsertion fonctionne bien rarement... Tout ce qu'on rassemble sous le nom de "politique de la ville", c'est une opération de chantage au chaos et au social montée par les employés de ces ministères et les travailleurs sociaux ; mais ça n'a pas beaucoup de fondements. Il y a un intéressant précédent dans ce domaine. Dans les années soixante-dix, en Californie, une initiative citoyenne suivie d'un référendum a obligé l'État de Californie à diminuer de 25 % les impôts qu'il percevait. Il a fallu faire des économies et l'on a beaucoup licencié : on est ainsi brutalement passé de vingt-et-un mille travailleurs sociaux à neuf mille. Les bonnes âmes ont hurlé au scandale et prédit un bain de sang, une explosion criminelle. Or il ne s'est rien passé, nul effet observable. Notre politique de la ville coûte des centaines de milliards, mais pourquoi ? On ne sait pas. Au pire, peut-être pour rien.

*Vous semblez très optimiste sur l'évolution des consciences, mais il y a peu, Le Monde publiait encore un grand dossier pour convaincre ses lecteurs que les prisons ne servaient qu'à fabriquer de la récidive.*

Ne soyons pas injustes, *Le Monde* a fait des progrès : on trouve dans ses colonnes des enquêtes réalistes mais de temps en temps, il y a des rechutes. Cette enquête-là a d'ailleurs été réfutée de manière convaincante, notamment par l'Institut pour la Justice.

Il ne faut pas désespérer. Dans le monde où nous vivons, qu'est-ce que l'Inquisition et comment fonctionne-t-elle ? Notre Inquisition ? Certaines ligues antiracistes. Mais le sont-elles d'ailleurs vraiment ? Le racisme est une infraction et, de même que des associations luttent contre le viol, on comprend que d'autres luttent contre le racisme. On pourrait évidemment réfléchir à l'efficacité de lois qui répriment une déviance sans la définir clairement, mais le fait est là : le racisme *est* une infraction. Si les mots ont un sens, le raciste est celui qui considère que non seulement il y a des races mais qui les affirme inégales — prenons un exemple qui ne fâche pas : les Martiens criminels le sont *parce que* Martiens : ça, c'est une affirmation raciste. Or dans notre pays, la plupart des associations antiracistes, elles, ne s'intéressent qu'à certaines formes de racisme dans le but de disqualifier leurs adversaires politiques. Quand, en Afrique du Sud, Julius Malema, dirigeant des jeunesses de l'A.N.C., appelle en public à tuer les Blancs, du fait de leur couleur de peau, la justice de son pays le condamne justement pour incitation à la haine raciale, mais nulle association antiraciste française n'a jugé bon de le faire — eux que l'Afrique du Sud passionne pourtant. Un cadre de S.O.S. Racisme, lui-même maghrébin, a du reste récemment déploré publiquement le fait qu'on ne prenne en compte, dans son association,

que les plaintes émanant des “minorités visibles” contre des Blancs mais jamais dans l’autre sens : c’est l’antiracisme monochrome.

Ainsi, nous avons, moi-même et l’animateur de l’émission *C dans l’air*, été assignés par la police de la pensée (M.R.A.P., etc.) pour « incitation à la haine raciale » à la suite de l’émission *Délinquance : la route des Roms*, bien que nous ayons répété dix fois au cours de l’émission qu’elle concernait les *malfaiteurs* roms et non les Roms en général. Or les plaignants ont été successivement déboutés en première instance, en appel et en cassation. C’est un jugement très important, une énorme défaite de l’antiracisme monochrome devant les tribunaux.

Pour en terminer avec la “culture de l’excuse” : les idées dominantes ne disparaissent pas comme on éteint la lumière ; petit à petit les gens s’en détournent et un jour il se passe quelque chose qui révèle leur disparition. Nous n’en sommes pas encore là, d’autant qu’en France les choses sont ossifiées, il y a des tours d’ivoire, des bastions ; mais dans la rue, dans la vie, dans la construction politique, cette “culture” ne joue plus aucun rôle. Ce sont mes collègues et moi-même qui conseillons nombre de grandes instances internationales spécialisées — non les Diafoirus.

*Pourtant, voyez les prisons : elles sont surpeuplées au point qu’on n’applique plus les peines de moins d’un an. Or, au fur et à mesure que l’on construit de nouvelles prisons, on en ferme autant...*

Depuis le début de la V<sup>e</sup> République, la France a un problème avec sa Justice. Le général de Gaulle détestait la Justice de l’après-guerre. Les magistrats avaient presque tous accepté de prêter serment à Pétain... puis s’étaient tous retrouvés

gaullistes en 1944. Au fond, De Gaulle les méprisait plutôt, les faisait marcher à la baguette et les a un peu délaissés. Nous vivons encore un peu dans les séquelles de ce discrédit. Le budget de la Justice en France n'est pas la moitié de ce qu'il devrait être. Or un pays doit avoir une Justice efficace, sinon les citoyens sont tentés de se faire justice eux-mêmes. S'ils étaient poussés à une telle extrémité, imaginez ce qu'il adviendrait si une rafale de kalachnikov tuait deux ou trois policiers !

*Il est vrai que les affaires s'accumulent qui tendent à montrer une impunité pour des crimes de plus en plus graves.*

En effet. D'ailleurs, vous lisez dans les journaux des comptes rendus de procès indiquant que des malfaiteurs ont été condamnés à des peines de prison ferme, et l'on n'ajoute pas que ces individus sont sortis du tribunal les mains dans les poches parce que la peine de prison ferme n'atteignait pas un an.

Cela est toujours plus insupportable à la population et, à ce propos, il y a une chose que nos dirigeants ne peuvent pas ignorer. La population française est un peu émiettée aux alentours des grandes villes et dans ces villes elles-mêmes, mais ce n'est pas le cas ailleurs. Or il existe une constante historique : les Français supportent tout, mais un jour ils retournent la table — et nous sommes sans doute déjà passés pas loin d'un tel moment. Souvenez-vous qu'à la rentrée 2010 il y a eu tout un cinéma fait autour d'expulsions de Roms ; eh bien elles ont été décidées parce que des messages appuyés remontaient du Sud profond : des paysans commençaient à parler de sortir les fusils. Et il y a en France deux millions de fusils de chasse.

*Vous avez dit qu'avec la crise la criminalité recule, mais en France, s'il y a un recul global des faits enregistrés, il y a une augmentation continue des violences à la personne, un chercheur a parlé de « zones grises » pour désigner les « territoires perdus de la République ». Qu'en pensez-vous ?*

Il faut d'abord rappeler que la France dispose, si on la compare aux autres pays, d'une bonne administration, et la police et la gendarmerie font plutôt bien leur travail. Quant aux magistrats, ils ont raison de rappeler que ça n'est pas eux qui font les lois, et lorsque ces textes sont désastreux, comme certains de ceux qui sont attribués à M<sup>me</sup> Dati, ils doivent tout de même les appliquer. Et quand on déplace d'un an à deux ans le seuil au-dessous duquel, dans les faits, des peines alternatives remplacent l'incarcération, qu'y peuvent-ils ?

La police continue à avoir des moyens de réaction importants : lorsqu'il y a une vague de braquages quelque part, généralement les braqueurs sont arrêtés. Ce qui gêne, c'est que la police n'a, globalement, pas encore pris le virage de l'anticipation. Il faudra sans doute plusieurs années pour que les recommandations actuelles entrent dans la pratique de l'ensemble des corps concernés. Désormais, toute la chaîne concernée par la prévention et la répression est confrontée à des voyous décidés, agiles, noyés dans une population où ils sont immergés, et seule la pratique du renseignement criminel permettra aux policiers de démanteler les noyaux durs des "criminels d'habitude", qui sont en petit nombre, ce qu'on fait très bien avec les terroristes. Il faut employer l'arme de l'injonction civile : on montre à l'individu son dossier et on lui notifie l'interdiction de fréquenter les membres de la même bande, un quartier précis ; cela suffit d'emblée à calmer la moitié de la bande. Les autres, on les interpelle et, avec le temps, leur remplacement devient de plus en plus difficile.

Les moyens sont là, si l'on cessait d'avoir peur du qu'en-dira-t-on bien-pensant, on résoudreait le problème. On pourrait assez facilement, en appliquant la loi et les méthodes connues, faire reculer de moitié la criminalité de voie publique.

*Et vous pensez qu'ils le feront ?*

*Ils, c'est la classe politique, je suppose ? Pour l'instant, c'est douteux, même s'ils savent qu'ils ont perdu les voix des ouvriers à cause de ça. La connivence qu'ils ont avec des journalistes bobos souvent issus de l'extrême gauche est encore trop forte. Et plus les défenseurs de la culture de l'excuse reculent, plus ils sont acculés, plus ils deviennent hystériques. Mais un temps viendra où la classe politique devra choisir : couler avec la culture de l'excuse, ou satisfaire la population. D'autant que les histoires de "mallettes", des proximités pittoresques avec Dodo la Saumure, commencent à fâcher pas mal de gens. ■*

**Marcel Meyer** est muséographe. Membre du comité directeur du parti de l'In-nocence, il est rédacteur en chef des *Cahiers de l'In-nocence*.

**Michel Gandilhon**, chercheur dans le domaine des drogues illicites, est l'auteur de *La Guerre des paysans en Colombie. De l'autodéfense agraire à la guérilla des F.A.R.C.*, publié en 2011 par les Éditions Les Nuits rouges.